

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 Rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 05/02/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AD PLATING MARNAZ

97 imp. des Acacias
74460 Marnaz

Références : 20240125-RAP-InspectionADPlating-Incendie

Code AIOT : 0006104639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2024 dans l'établissement AD PLATING MARNAZ implanté 97 imp. des Acacias ZI Les Valignons 74460 Marnaz.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AD PLATING MARNAZ
- 97 imp. des Acacias ZI Les Valignons 74460 Marnaz
- Code AIOT : 0006104639 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société AD PLATING fait partie du groupe HACER spécialisé dans les traitements de surfaces et les traitements thermiques des métaux dont le siège est situé à Cluses (74). Elle est constituée de deux entités, AD PLATING Grenoble (ex Hacer Traitements de Contacts à Saint-Martin-d'Hères-38), et AD PLATING Marnaz (ex Hacer Traitements de Contacts à Marnaz -74).

Le site de Marnaz s'étend sur 4500 m² et emploie environ 15 personnes en production. Il comprend deux bâtiments dont le principal a une emprise au sol d'environ 1350 m² et une petite annexe de 230 m².

L'établissement est spécialisé dans le dépôt de revêtements métalliques sur des pièces en acier, en acier inox ou en cuivre destinées au secteur de l'automobile (60 % de la production), à l'industrie électrique (15 % de la production) et aux biens d'équipements industriels (bâtiment,...). La couche métallique appliquée sur ces pièces de petites dimensions (entre 2 mm et 5 cm dans leurs plus grandes dimensions) permet d'obtenir des caractéristiques particulières telles qu'une protection anti-corrosion, une conductivité, un durcissement...

A ce titre, la première ligne de traitement de surfaces (ligne 200) exploitée dans l'établissement est organisée selon trois axes:

- Un axe destiné à la préparation des pièces (dégraissage chimique ou électrolytique, décapage) et comprenant également les traitements de cuivrage ou de nickelage.
- Un axe destiné aux traitements de nickelage, argenture, dorure ou étamage,
- Un axe de séchage/ finition des pièces ainsi que leur stockage.

Il s'agit d'une ligne automatisée où les pièces sont traitées en vrac dans des bols vibrants ou des tonneaux rotatifs.

Une deuxième ligne de traitement (ligne 250) a été mise en service en septembre 2022. Cette nouvelle ligne, dont fonctionnement est très similaire à la ligne 200, est présentée en détail dans le dossier de porter à connaissance de juin 2022 (Rapport n°115822/C-juin 2022).

Cette nouvelle ligne ne fonctionne pas à pleine charge en raison d'un encours de commandes plus faible qu'escompté (-20% sur la fin d'année 2023 et début 2024).

De ce fait, les quelques départs volontaires ne sont pas remplacés. A date, l'effectif du groupe HACER est d'environ 200 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet

conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite des installation, un piézomètre (PZ1) présentait un capot endommagé. Ce point est traité au travers du constat du point de contrôle n°1.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.6.8	Demande d'action corrective	1 Mois
3	Défense incendie et situation administrative	Autre du 13/08/2009, article Dossier PAC	Demande d'action corrective	1 Mois
4	Gestion du risque foudre	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.6.9.3	Demande d'action corrective	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.1.7.4	
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 6.1.2.8.4	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sous un délai d'un mois, l'exploitant s'assurera de l'exhaustivité du recensement des extincteurs présents sur son établissement, et transmettra une liste consolidée à l'inspection des installations classées. Il réalisera un contrôle visuel de l'étiquetage de chacun de ses extincteurs afin de repérer ceux en défaut de vérification périodique (vérification datant de plus d'un an), et en informera l'inspection.

Le cas échéant il fera réaliser la vérification ou le remplacement des extincteurs non-conformes, au plus tard 2 mois à compter de la transmission du présent rapport.

L'exploitant devra réparer ou remplacer le capot du piézomètre PZ1 sans attendre, et au plus tard dans un délai d'un mois.

Dans un délai d'un mois, l'exploitant vérifiera dans son tableau d'inventaire des préparations employées (page 112 de son dossier en version C) que les mentions de dangers (et les colonnes associées) des lignes 250-44/45 (cuivrage), et 250-65 à 71 correspondent bien à l'exhaustivité des mentions de dangers des fiches de données de sécurité (FDS) desdits produits. L'exploitant transmettra également les FDS de ces produits.

Dans un délai d'un mois, l'exploitant prendra l'attache du bureau d'étude ayant réalisé l'ARF de l'établissement (ou d'un autre prestataire compétent) pour confirmer ou infirmer par écrit la nécessité de produire une ETF et une notice de vérification et de maintenance. L'exploitant précisera alors si les contrôles effectués lors des vérifications des matériels électriques répondent bien à la réglementation en matière de gestion du risque foudre.

En outre, et en lien avec le prestataire compétent, l'exploitant précisera si les modifications des installations (ajout du sprinklage et remise en état de la ligne 250) nécessitent une mise à jour de l'ARF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.6.8

Thème(s) : Risques accidentels - Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un poteau d'incendie de diamètre 100 mm conforme à la norme NF S 61.213 situé à moins de 200 mètres à l'extérieur de l'établissement,

- d'extincteurs en nombre suffisant répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction devront être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés.

Ces moyens sont répartis et mis en œuvre conformément à un plan de défense établi en accord et suivant les instructions du directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Un exemplaire actualisé de ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées,

- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles,

- un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage,

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Ces matériels devront être maintenus en bon état. Leur vérification prévue à l'article 5.6.5.1 se fera au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant a décrit qu'il réalise des contrôles hebdomadaires sur la centrale de Sprinklage « Minimax », et que le fournisseur effectue sur ce système des contrôles trimestriels et triannuels. Cette centrale de sprinklage a été mise en service le 19 juin 2023.

A noter que les tests de fonctionnement de la centrale de sprinklage impliquent des utilisations non négligeables d'eau (4 à 5 m³ lors de chaque test hebdomadaire par exemple).

Afin de contribuer à l'effort de réduction des consommations d'eau en période de sécheresse, il est recommandé à l'industriel de se rapprocher de son organisme d'assurance afin de valider un espacement de la fréquence de tests de la centrale de sprinklage en périodes de sécheresse (en période de crise à minima, crise et alerte renforcée serait cohérent, ou idéalement crise, alerte renforcée et alerte simple). Cette action de réduction de fréquences de test du système de sprinklage, si elle est validée, devra être mentionnée dans le Plan de Sobriété Hydrique (PSH) de l'établissement. Pour rappel, la notion de PSH est introduite par le guide de lecture de l'arrêté-cadre "Sécheresse" n°DDT-2022-0710 du 16 mai 2022 fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse.

Concernant la vérification des extincteurs, l'inspection a consulté les rapports de juin 2021, mai 2022 et juin 2023. Tant la fréquence de contrôle que le contenu des rapports n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'inspection.

L'exploitant fait vérifier son système de détection incendie 2 fois par an par le fournisseur de l'équipement (société DEF). L'inspection a consulté les rapports de décembre 2023, mai 2023 et novembre 2022. Aucune non conformité ne se retrouve successivement d'un rapport à l'autre. L'exploitant a expliqué effectuer les réparations/maintenances en interne lorsque cela est possible, ou lors de l'intervention suivante du prestataire lorsque la maintenance nécessite des modifications ou réparations plus longues et non urgentes. Dans tous les cas, ces interventions sont consignées dans le logiciel de suivi «4D» de l'exploitant.

Le système de désenfumage est également vérifié annuellement. L'inspection a consulté les rapports de décembre 2023, janvier 2023, et novembre 2021. Le contenu de ces rapports n'appelle pas de remarques particulières de l'inspection.

Des contrôles par caméra thermographique sont réalisés tous les 6 mois (en plus d'un contrôle visuel) afin de vérifier l'intégrité et la conformité des installations électriques. L'inspection a consulté les rapports de septembre 2023, décembre 2022 et juin 2022.

Toutes les échéances de vérification et les interventions qui en découlent (suite à non conformité mentionnée dans un des rapports) sont implémentées dans le logiciel de suivi «4D».

A titre d'exemple, l'inspection a vérifié dans ce suivi « 4D » une intervention choisie au hasard : le rapport de vérification des installations électriques du 15 juin 2022 mentionne un « relais Q3 sur groupe froid » à remplacer. L'inspection a demandé à l'exploitant d'utiliser le logiciel « 4D » pour justifier de l'intervention de remplacement de ce relais, ce qu'il a été en mesure de faire rapidement en séance.

En revanche, lors de la visite des installations, l'inspection a vérifié par sondage plusieurs extincteurs. Deux ont été relevés comme n'ayant pas été vérifiés par le prestataire, car en défaut d'étiquette renseignée : l'extincteur à l'intérieur du local électrique HT (à l'extérieur de la limite du site), et un à proximité immédiate de ce local HT, du côté interne à l'entreprise (intérieur de l'enceinte grillagée).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant s'assurera de l'exhaustivité du recensement des extincteurs présents sur son établissement, et transmettra une liste consolidée à l'inspection des installations classées. Il réalisera un contrôle visuel de l'étiquetage de chacun de ses extincteurs qu'aucun autre extincteur n'est en défaut de vérification périodique (vérification datant de plus d'un an), et en informera l'inspection.

Le cas échéant il fera réaliser la vérification ou le remplacement des extincteurs non-conformes, au plus tard 2 mois à compter de la transmission du présent rapport.


Enfin, lors de la visite des installations, il a été constaté que le capot du piézomètre PZ1 à proximité du local de pompage du sprinklage n'était plus intègre. En effet, si celui-ci possédait bien un cadenas de fermeture, la charnière du côté opposé était cassée.

L'exploitant devra réparer ou remplacer le capot du piézomètre PZ1 sans attendre, et au plus tard dans un délai d'un mois.


Respect de la prescription :  Non Conforme

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.1.7.4
Thème(s) : Risques accidentels - Moyens de lutte contre l'incendie - fiche réflexe
Prescription contrôlée : Article 5.1.7.4 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié: Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Ils sont utilisables par les services d'incendie et de secours en cas d'intervention selon une procédure que l'exploitant aura préalablement établie et dont un exemplaire sera transmis aux services d'incendie et de secours. Article 20.III de l'arrêté ministériel du 09/04/2019: Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
Constats : Lors de l'inspection de 2022 : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la procédure décrivant notamment la fermeture manuelle des barrières basculantes pour assurer le confinement des eaux d'extinction d'un incendie. En séance le 25 janvier 2024, l'exploitant a évoqué avoir travaillé avec le SDIS 74 sur une fiche réflexe autoportante concernant les mesures à prendre lors d'incident sur le site. Cette fiche réflexe est en cours de finalisation. L'exploitant transmettra cette fiche réflexe dès qu'elle sera finalisée. Par ailleurs, ce point pourra être vérifié lors d'une prochaine inspection
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Défense incendie et situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 13/08/2009, article Dossier PAC
Thème(s) : Risques accidentels - Installation du sprinklage + nouvelle ligne 250
Prescription contrôlée : Quantification des préparations employées.
Constats : L'inspection a également été le support d'échanges techniques concernant le porter à connaissance que l'exploitant a transmis à monsieur le préfet de la Haute Savoie concernant la modernisation de sa ligne de traitement (ligne 250) et l'ajout du système de sprinklage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai d'un mois, l'exploitant vérifiera dans son tableau d'inventaire des préparations employées (page 112 de son dossier en version C) que les mentions de dangers (et les colonnes associées) des lignes 250-44/45 (cuivrage), et 250-65 à 71 correspondent bien à l'exhaustivité des mentions de dangers des fiches de données de sécurité (FDS) desdits produits. L'exploitant transmettra également les FDS de ces produits.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 4 : Gestion du risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 5.6.9.3

Thème(s) : Risques chroniques - Mise à jour des documents «foudre»

Prescription contrôlée :

5.6.9.3 — Avant le 1er janvier 2010, l'exploitant devra faire réaliser une analyse du risque foudre basée sur une évaluation des risques, conformément à la norme NF EN 62305-2, et destinée à définir les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse sera mise à jour à l'occasion de toute modification de l'installation pouvant avoir des répercussions sur les données d'entrée.

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique sera réalisée par un organisme compétent, afin de définir précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Cette étude devra être réalisée avant le 1^{er} janvier 2012.

Une notice de vérification et de maintenance sera rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord sera tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent seront rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection retenus par l'étude technique devront être conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre

L'installation des protections fera l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle sera réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fera l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications seront décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site seront enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés sera réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci sera réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Constats :

L'exploitant a présenté son analyse du risque foudre (ARF) qui prescrit uniquement l'installation de parafoudres sur les boîtiers électriques (une sorte de disjoncteur dimensionnés pour les impacts de foudre). Ces organes sont ensuite contrôlés dans le cadre des vérifications des matériels électriques.

En revanche, cette ARF ne précise pas le besoin ou non de réaliser une étude technique foudre (ETF) ni de note de vérification et de maintenance ou de carnet de bord. Logiquement ces documents (ETF, notice et carnet de bord) n'ont pas été produits. Ainsi, l'inspection n'a pas été en capacité de juger que les contrôles effectués dans le cadre de la vérification des matériels électriques répondent bien aux exigences de l'article 5.6.9.3 de l'arrêté d'autorisation du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois, l'exploitant prendra l'attache du bureau d'étude ayant réalisé l'ARF de l'établissement (ou d'un autre prestataire compétent) pour confirmer ou infirmer par écrit la nécessité de produire une ETF et une notice de vérification et de maintenance. L'exploitant précisera alors si les contrôles effectués lors des vérifications des matériels électriques répondent bien à la réglementation en matière de gestion du risque foudre.

En outre, et en lien avec le prestataire compétent, l'exploitant précisera si les modifications des installations (ajout du sprinklage et remise en état de la ligne 250) nécessitent une mise à jour de l'ARF.


Respect de la prescription :  Non Conforme

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 Mois

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009, article 6.1.2.8.4
Thème(s) : Autre - Actualisation du plan des réseaux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un schéma de l'installation faisant apparaître les sources et circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.
Constats : L'exploitant a présenté un plan des installations faisant apparaître les réseaux ainsi qu'un deuxième plan faisant apparaître la cuve et le local de pompage associé au sprinklage. Si les informations sont bien disponibles et répondent en cela à la prescription de l'article 6.1.2.8.4 de l'arrêté d'autorisation du site, il serait pourtant plus opportun de les faire apparaître sur un seul plan mis à jour.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :